

# l'autorité à l'école

une conférence de Philippe MEIRIEU

le 6 octobre 2005 à Strasbourg, à l'invitation du SNUipp

## Prise de notes :

**Martine BONCOURT** qui précise : «*J'ai essayé de reproduire le plus fidèlement possible le contenu de cette conférence, jusque dans les mots utilisés. Cependant, j'ai pris ces notes à la volée... J'ai donc dû procéder à un «bricolage», perceptible en particulier dans les transitions.*»

## **La question de l'autorité possède une triple dimension : politique, polémique et quotidienne.**

On parle de crise de l'autorité partout mais cette thèse est discutable car les enfants et les ados ne la refusent pas, au contraire. La preuve, c'est qu'ils s'assujettissent à des formes d'autorité très contraignantes. En effet, avec la modernité, on voit apparaître une nouvelle forme d'autorité, plus proche de l'autoritarisme et à laquelle ces jeunes se soumettent ; c'est ce que Meirieu appelle une «*autorité d'emprise*». Tout le problème est de savoir si elle les aide à grandir, si elle les rend autonome, «auteurs» et si elle leur donne le plaisir et la saveur de la contestation.

## **Ils sont ailleurs et ils l'ignorent**

Aujourd'hui, ces jeunes récusent les formes d'autorité traditionnelles que représentent les profs, les parents, la justice, la police, l'administration. Cette autorité est perçue par eux comme caprice de «*la tribu d'en face*». Ce qui les conduit à relativiser en permanence les interdits que ceux-là leur imposent, et à considérer qu'ils sont eux-mêmes et leurs pairs détenteurs d'une autorité tout aussi légitime. Aujourd'hui, ce n'est plus la méthode qui est contestée, c'est l'autorité même, l'antériorité et l'expérience qui la légitiment. Ils contestent la parole, la légitimité de cette parole. L'autorité elle-même n'est plus considérée comme ayant droit de cité. On assiste à une superposition de cette attitude au politique : rien ne légitimerait que quelqu'un exerce un pouvoir sur les autres. Les ados ne veulent plus discuter, plus provoquer, ils sont «ailleurs» et ils l'ignorent. Ce qui est en jeu, c'est l'existence même du conflit des générations, celui que nous, adultes, nous avons vécu. Aujourd'hui, un autre conflit vient prendre sa place, c'est celui des communautés. En effet, les ados organisent leur vie à côté, sur le modèle des communautés, si ce n'est pas sous leur emprise. Écoutons leurs radios. Qui le fait, parmi les adultes ? Personne ! Et c'est regrettable car nous serions édifiés par la violence du propos, par le machisme, la stupidité, l'archaïsme qui s'y dévoilent.

Meirieu donne cet exemple : «Sortie de cours dans un lycée professionnel. Je discute avec un groupe de jeunes gens. Plus loin, un groupe de filles. Un jeune homme est parmi eux. Un jeune du groupe avec qui je parle, voyant l'autre discuter avec les filles, dit : «Regardez-moi ce «pédé» qui cause avec les filles !» J'en reste pantois. Il me faudra du temps pour comprendre ! Les valeurs, les repères ont complètement changé !»

Ce refuge n'a rien à voir avec celui de mai 68 qui marquait la fin de la révolte contre le père dont il fut l'assomption. Les jeunes pensent qu'ils peuvent vivre sans et à côté de nous. Hors jeu. Ils ne sont plus dans l'affrontement, ils sont dans l'indifférence.

## **Les autorités d'emprise**

Mais ils se soumettent à des formes d'autorité bien plus contraignantes, auto-référencées, fondées sur la jouissance collective : c'est l'autorité des caïds de la bande, celle des marques, celle des animateurs de radio ou de télé, celle des sectes, celle des fondamentalistes qui résolvent les questions de tous ordres par des réponses de l'ici et maintenant. Le clerc dit au jeune : «*C'est moi qui suis TA solution d'aujourd'hui. Adhère. Agenouille-toi !*» Autrefois, les parents, les éducateurs disaient : «Attends un peu...» Ils différaient leurs réponses aux attentes des jeunes. A l'inverse, cette autorité – caricaturée à dessein – et qui a cours aujourd'hui, oeuvre dans la toute-puissance et dans l'immédiateté.

*Ces autorités d'emprise existent déjà depuis un certain temps mais maintenant elles sont amplifiées*

par les media, le marché, etc. Elles s'appuient sur un processus d'identification personnelle, par imitation. Elles jouent sur la pression à la conformité à la norme. Ce phénomène d'emprise, soumis à ce que Meirieu appelle «*l'effet jokari*» (je lance une balle qui ne peut aller loin car l'élastique qui la relie à un socle en bois, lourd, la ramène toujours), est relayé par le téléphone portable. Ça marche d'autant plus que les jeunes sont par ailleurs confrontés plus que jamais à la solitude (voir «*l'entre soi*», d'Eric Morin).

Or, la rencontre véritable, celle qu'ils ne connaissent plus, nécessiterait de perdre le masque de la virilité qui est de mise, abandonner le comportement grégaire, lâcher l'uniforme obligatoire (par exemple, le «*bon élève*» est aujourd'hui une figure impossible à assumer pour eux, un «*bouffon*» ; l'uniforme «*jeune*» l'interdit.)

Qu'est-ce donc que les media leur donnent que la société n'est pas capable de leur donner ? Qu'est-ce qu'on leur propose en face, qui fait qu'ils acceptent ces autorités d'emprise et pas la nôtre ? Nous leur donnons pourtant l'autorité qui émancipe...

On leur donne une identité, à travers ces marques multiples dont les media font la pub et grâce à cette identité, une reconnaissance, la sortie de l'isolement. On achète leur soumission contre un droit d'entrée. Ils suivent ainsi le «*joueur de flûte*», les marques, les animateurs radios... Et c'est possible parce que, comme dans l'histoire, les parents, la société, ont trahi leurs promesses. En effet, la mobilité sociale par l'école a encore diminué. L'école perd sa légitimité. Elle n'offre pas de places à la sortie, encore moins qu'avant. Les promesses sont éventées. On voit ici que le combat est bien social et politique. La vraie et unique question est de retrouver la légitimité de notre autorité.

## **La communauté n'est pas une société**

Une communauté a beau être un ensemble d'individus dont on peut faire partie, elle ne fait pas société. Ce qui définit la société, à l'inverse de la communauté, c'est la capacité à construire du collectif, indépendamment de nos affinités. Comme la République, la classe est un creuset social et non communautaire. Son objectif est d'apprendre à vivre ensemble, à travailler ensemble même si on ne s'aime pas, même si on est très différents, surtout si on est très différents. Son but est l'intérêt de tous et non de vivre dans les affinités, son moyen, de construire ensemble des règles qui rendent la chose possible. Il faut y apprendre que la vie est possible dans un registre sociétal et non communautaire. Dans la classe, l'autorité n'est pas de même nature : elle est fondée sur les compétences, le respect des différences, le bien commun.

A l'opposé de ce qui se passe dans une communauté, le fonctionnement d'une véritable démocratie est toujours contestable. Le lieu du pouvoir est vide (Lefort). On ne l'occupe qu'à titre provisoire et on parle toujours «*en tant que ...*». Il n'existe pas d'autorité de nature.[1] En pédagogie – comme en démocratie –, l'autorité n'est intelligible que liée à la responsabilité. Elle n'appartient à personne. Elle est toujours déléguée. C'est pourquoi l'école d'une démocratie est une école où l'on apprend à penser par soi-même, à s'associer aux autres pour définir le bien collectif et la manière de le protéger.

## **Quelles implications pour l'école ?**

La vraie pédagogie qui conduit à ces objectifs est très difficile à mettre en place. Elle se heurte aux préjugés, à la solitude. Meirieu y voit deux piliers : la démarche expérimentale et la recherche documentaire. Elles demandent qu'on «*aille y voir par soi-même*», qu'on expérimente, qu'on pense par soi-même, qu'on confronte les textes, les données, les points de vue. Le maître y dit en quelque sorte : «*Tu ne dois croire personne sur parole, pas même moi.*».

Une vraie pédagogie, par ailleurs, suppose qu'on travaille la capacité à faire alliance, à penser le bien commun. L'enjeu est d'accéder à l'idée que la loi protège. Le fil rouge de la classe, ce qui fonde le lien social, c'est le projet commun, ce qui permet le faire ensemble. En somme, c'est ce que l'éducation populaire a toujours préconisé.

Le projet permet de sortir de l'immédiateté ; il demande une anticipation ; il favorise la projection dans le futur. Il nous amène à nous confronter à la résistance des choses. On sort de la pensée magique. On doit faire avec. (Ce n'est pas l'école qui fait l'enfant-roi, c'est la pub.)

De la même manière, le texte (de la recherche documentaire ou autre) résiste à la toute-puissance de mon imaginaire. Il y a nécessité qu'on se mette d'accord sur ce qu'il dit. Mais la divergence peut porter sur les interprétations de ce qu'il ne dit pas. Il me résiste parce que j'y ai pris. L'interdit autorise (l'inter/dit = il dit quelque chose). Il n'a de légitimité que parce qu'il inter/dit. L'inter/dit, c'est ce que nous avons défini entre nous.

La rotation des tâches est ce qui caractérise le projet, ce qui fait aussi qu'on apprend. Quand un élève veut prendre toute la place, c'est qu'il n'en a pas. Donnons-lui une place.

A propos des sanctions : Basons-nous sur le droit. La faute exclut. La sanction réintègre, en même temps qu'elle responsabilise [2]. Il importe donc d'inventer des sanctions qui réintègrent.

Introduire l'idée du sursis [3] Ceux et celles qui n'ont pas d'envies de meurtres sont à électroencéphalogramme plat. Mais entre le dire et le faire, il faut quelque-chose, un bidule, un sursis, une médiation.

**«N'organisez pas la discipline. Organisez le travail. Elle se joue sur la préparation des matériaux, la clarté des consignes... »**

[1] Cette remarque me fait penser à un directeur d'école que j'ai connu au début de ma carrière. Il était extrêmement autoritaire avec nous. Une jeune collègue me dit un jour en parlant de lui : «*Celui-là, il se prend pour le directeur !*» En voilà un qui, sans doute, confondait aussi nature et fonction. (Note de la «transcripteuse»)

[2] Voir le film «*L'enfant*» des frères Dardenne. Dans le même ordre d'idée, la monnaie intérieure que nous utilisons en PI, si décriée un peu partout, y compris dans le Mouvement, possède tout autant cette fonction à la fois de dédramatisation et de réintégration sociale. (Note de la «transcripteuse»)

[3] En PI, lorsqu'un enfant se plaint pendant la journée d'un autre qui l'a frappé ou injurié ou qui s'est moqué de lui, en bref qui a enfreint les règles collectives, sauf urgence, nous répondons : «*Tu en parleras au conseil !*», précisément dans l'idée d'introduire ce moment de latence qui doit permettre aux enfants de surseoir à leur pulsion première qui est presque toujours une réplique calquée sur le même modèle que l'offense. (Note de la «transcripteuse»)

### Vient de paraître

signalé par

Marguerite BIALAS, Molsheim, Bas-Rhin

## Maltraitance sociale à l'enfance

Paru aux Éditions Libertaires : **Maltraitance sociale à l'enfance**, le livre de Nicole MAILLARD sur son expérience d'institutrice en Foyer de l'Enfance. Ce livre a reçu le grand prix «Ni Dieu Ni Maître» 2004.

Page 4 de couverture :

Ils ont quelques mois, quelques années et même parfois davantage. Ils sont arrivés là parce que ?!  
Parce que nés sous X. Victimes de maltraitances. En situation d'abandon. Médaillés d'or des dégâts collatéraux de la dislocation des couples. Tatoués au fer rouge du chômage du père. De la mère. Des deux. De la misère. De l'alcool. De l'implosion de tout repère familial, social ou autre ?!

Ils sont arrivés là dans l'urgence. Soi-disant provisoirement. Le temps de ? et ils y restent généralement des années carrées parce que ?

Parce que la bureaucratie, le corporatisme, l'incohérence entre l'administration, l'irresponsabilité, le manque de volonté, de projet, de courage ?

Oh, certes, ils «bénéficient» du gîte et du couvert. Et donc, de ce qui constitue l'essentiel au royaume de la survie. Mais ?!

Pauvres mômes !

Mômes de pauvres, oui ! Condamnés à pourrir dans une institution qui, comme l'institution judiciaire, a pour fonction principale de lobotomiser ces innombrables miséreux susceptibles de se muer en classe dangereuse pour ?

**Nicole Maillard-Déchenans** a été un temps instit en Foyer de l'Enfance.

La pratique des techniques Freinet et de la Pédagogie Institutionnelle dans la classe l'a mise au coeur de l'éternelle confrontation entre un possible réformiste qui n'aboutit jamais, sinon à la marge, et une nécessité, sinon révolutionnaire, mais, du moins, en rupture avec une logique institutionnelle et sociale. Et elle nous raconte tout cela. Par le menu. Sans en rajouter. Mais sans rien oublier. Avec la révolte au coeur. Mais sans caricature aucune. Presque avec retenue. Et c'est encore plus dévastateur. Car son récit ne dénonce pas un enfer concentrationnaire sanguinolent qui n'existe pas mais celui du quotidien d'une institutionnelle du meurtre psychique et d'extermination sociale.

À commander directement aux Éditions Libertaires, 35 allée de l'Angle, Chaucre, 17190 St Georges d'Oléron, ou chez Marguerite Bialas, 17a, rue des Rochers 67120 Molsheim (13 euros)